



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

**Service Santé, Protection Animales
et Environnement**

**Arrêté préfectoral N°DDPP64/SPAE/2025-242 actualisant les prescriptions de
l'élevage porcin exploité par l'EARL ARCOULANE
sur le territoire de la commune de MALAUSSANNE**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;

VU le décret du 6 novembre 2024 de Monsieur le Président de la République nommant M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures (PDM) correspondant ;

VU l'arrêté du 09 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Nouvelle-Aquitaine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 99/IC/049 du 18 février 1999 autorisant M. DUPOND Bernard à procéder à la régularisation et l'extension de son élevage porcin situé sur la commune de MALAUSSANNE (64410), l'effectif comprend 112 reproducteurs, 470 porcelets en post-sevrage et 1252 porcs à l'engrais soit 1682 animaux-équivalents ;

VU le courrier du 16 décembre 2010 de l'inspection prenant acte de la modification du plan d'épandage de M. DUPOND (137,79 ha) ;

VU le récépissé de changement d'exploitant n°2014/0095 du 15 juillet 2014 relatif à la reprise de l'élevage porcin pré-cité par M. Paul CASTETBIEILH, sans changement d'effectif ;

VU le récépissé de changement d'exploitant n°2017-371 du 20 octobre 2017 relatif à la reprise de l'élevage porcin pré-cité par l'EARL ARCOULANE (co-gérants : Paul CASTETBIEILH et Élodie ESCOULA), la conduite d'élevage est modifiée passant de naisseur-engraisseur à naisseur avec sélection de cochettes sur la base d'un cheptel souche de 400 truies ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'inspection du 18 novembre 2024 demandant à l'exploitant de transmettre, au cours du premier semestre 2025, une actualisation de son dossier suite au changement de conduite d'élevage ;

VU le dossier technique transmis en date du 25 novembre 2025 par l'EARL ARCOULANE concernant la mise à jour de la conduite d'élevage (naissseur/post-sevrage) et la baisse des effectifs (276 reproducteurs, 17 cochettes, 250 porcelets en post-sevrage et 250 porcs jusqu'à 35 kg de poids vif, soit 1145 animaux-équivalents) ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 30 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé et qu'il convient d'imposer à l'exploitant toutes les conditions d'aménagement et d'exploitation propres à assurer la protection des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la sensibilité du milieu ne justifie pas la prescription de mesures complémentaires ni le basculement en procédure d'autorisation environnementale ;

ARRÊTE

Article Premier : Bénéficiaire

Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté préfectoral n° 99/IC/049 du 18 février 1999 délivrées à M. DUPOND Bernard.

L'EARL ARCOULANE, dont le siège social est situé au 1785 chemin du Puntou à VIGNES (64410), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au 452 lieu-dit Gibèle à MALAUSSANNE (64410) un élevage porcin.

Les parcelles cadastrales sur lesquelles sont implantées les installations sont :

- parcelles 58 et 62 section ZP - commune de MALAUSSANNE

Article 2 : Rubriques de la nomenclature

Les installations visées à l'article 1 relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées répertoriées dans le tableau ci-dessous :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité	Régime
2102.1.	Élevage de porcs de plus de 450 animaux-équivalents	276 reproducteurs 17 cochettes 250 porcelets en post-sevrage 250 porcs jusqu'à 35 kg de poids vif soit 1 145 animaux-équivalents	Enregistrement

Article 3 : Réalisation du projet

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément au dossier technique, complété par les éléments obtenus au cours de la procédure d'instruction de la demande, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 4 : Description des équipements principaux

Bâtiments	Affectation	Nombre de places	Volume utile stockage lisier m ³
1	Gestante	100	28
2	Post-sevrage	200	84
3	Verraterie	80	126
4	Cochettes (engraissement)	85	204
5	Verraterie cochette	48	
6	Gestante	35	
7	Maternité 3 salles	42	220
8	Cochette	24	88
9	Post-sevrage	200	107
10	Maternité 2 salles de 10 et 5	15	113
11	Post-sevrage	100	37
12	Quai de tri des porcelets	/	/
13	Pré-fosse enterrée et couverte	/	136
14	SAS, Bureau	/	/
15	Zone équarrissage	/	/
Fo1	Fosse aérienne non couverte	/	314
Fo2	Fosse aérienne non couverte	/	1249

Article 5 : Prescriptions techniques applicables

- Les installations visées à l'article 1 sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 27 décembre 2013 modifié sus-visé, joint en annexe 1 du présent arrêté.
- Le plan des installations figure en annexe 2.

Les prescriptions techniques essentielles sont :

- La capacité de stockage globale du lisier est supérieure à 12 mois.
- Le plan d'épandage comprend une superficie potentiellement épandable de 57,69 ha répartie sur les communes de MALAUSSANNE et MERACQ (deux prêteurs de terres : GAEC BIBANE et DULUCQ David). Le lisier est épandu avec une tonne équipée d'une rampe à pendillards.
- La distance d'épandage vis-à-vis des cours d'eau est de 35 m, elle est de 50 m vis-à-vis des tiers avec la technique pendillards.

Article 6 : Rapport d'incident ou d'accident

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Article 7 : Transfert - Modifications

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées à l'article 1 du présent arrêté nécessite un nouvel enregistrement.

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 8 : Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant.

Article 9 : Arrêt définitif des installations

I. Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1, il notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, si nécessaire la détermination « du ou des usages futurs », la réhabilitation ou remise en état telle que définie à l'article R.512-75-1, des terrains concernés du site.

III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L.512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV. Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R.512-46-24 bis.

Article 10 : Caducité

I. Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de sa notification, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

II. Le délai mentionné au I est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le présent arrêté ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

III. Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Article 11 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 12 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage dudit arrêté en mairie.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R.181-51, l'auteur d'un recours administratif ou contentieux, est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 13 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MALAUSSANNE et peut y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de MALAUSSANNE pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultés ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État des Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de la commune de MALAUSSANNE, l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EARL ARCOULANE.

Pau, le 16 JAN. 2026

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

Samuel GESRET

ANNEXES

ANNEXE 1

Arrêté ministériel du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° « 2101 », 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

ANNEXE 2

Plan des installations

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Département :
PYRENEES ATLANTIQUES

Commune :
MALAUSSANNE

Section : ZP
Feuille : 000 ZP 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 08/10/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43

LEGENDE			
1	Gastantes	100 places	PF1
2	Post-Sevrage	200 places	PF2
3	Verraterie	80 places	PF3
4	Cochettes (engraissement)	85 places	PF4
5	Verraterie cochettes	48 places	PF4
6	Gastantes	35 places	PF4
7	Maternité 3 salles x (6+12+24)	42 places	PF5 et PF6
8	Cochettes	24 places	PF7
9	Post-Sevrage	200 places	PF8 et PF9
10	Maternité 2 salles de 10 et 5	15 places	PF10
11	Post-Sevrage	100 places	PF11
12	Quai de tri des porcelets		
13	Préfosse enterrée couverte	136 m³ utiles	PF13
14	SAS, Bureau élevage, stockage		
15	Zone équarrissage		
Fo1	Fosse aérienne non couverte	314 m³ utiles	
Fo2	Fosse aérienne non couverte	1249 m³ utiles	



